

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2005 — 2826

[2005/202907]

16 JUIN 2004. — Accord modifiant l'accord sectoriel du 27 avril 2001 conclu entre la Communauté française et la Communauté germanophone en matière d'aide à la jeunesse

La Communauté française, représentée par M. Hervé Hasquin, Ministre-Président, et Mme Nicole Maréchal, Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Et

La Communauté germanophone, représentée par M. Karl-Heinz Lambertz, Ministre-Président, et M. Hans Niessen, Ministre de la Jeunesse et de la Famille, de la Protection des Monuments et Sites, de la Santé et des Affaires sociales,

Vu les articles 127, 128 et 130 de la Constitution,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle qu'elle a été modifiée, spécialement les articles 5, § 1, II, 6° et 92bis;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, telle qu'elle a été modifiée, spécialement les articles 4, § 2 et 55bis;

Vu le décret de la Communauté française du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, tel qu'il a été modifié;

Vu le décret de la Communauté germanophone du 20 mars 1995, relatif à l'aide à la jeunesse, modifié par le décret du 4 mars 1996, article 36, § 3, spécialement l'article 29;

Vu la loi du 24 avril 2003 sur la réforme de l'adoption;

Vu l'accord de coopération du 12 avril 1995 entre la Communauté française et la Communauté germanophone, spécialement l'article 9;

Vu l'accord sectoriel du 27 avril 2001 conclu entre la Communauté française et la Communauté germanophone en matière d'aide à la jeunesse;

Vu l'accord de coopération du 30 avril 2002 entre l'Etat fédéral, la Communauté germanophone, la Communauté française et la Communauté flamande relatif au centre fermé pour le placement provisoire de mineurs ayant commis un fait qualifié d'infraction;

Considérant que dans le cadre de la coopération entre les deux Communautés, la transposition de l'accord de coopération du 30 avril 2002 cité ci-dessus et de la loi du 24 avril 2003 sur la réforme de l'adoption exige l'adaptation de l'accord sectoriel, conclu le 27 avril 2001 entre la Communauté française et la Communauté germanophone en matière d'aide à la jeunesse;

Soucieux de régler harmonieusement leurs relations dans le respect de la loyauté fédérale, se sont accordées sur ce qui suit :

Modification du titre de l'accord

Article 1^{er}. Le titre de l'accord sectoriel du 27 avril 2001 conclu entre la Communauté française et la Communauté germanophone en matière d'aide à la jeunesse est complété par les termes « et d'adoption ».

Modification de la définition

Art. 2. L'article 1^{er} du même accord est complété par les points suivants :

« 7° centre : centre fermé « De Grubbe » pour le placement provisoire de mineurs ayant commis un fait qualifié d'infraction, situé à Everberg.

8° accord de coopération : l'accord de coopération du 30 avril 2002 conclu entre l'Etat fédéral, la Communauté germanophone, la Communauté française et la Communauté flamande relatif au centre fermé pour le placement provisoire de mineurs ayant commis un fait qualifié d'infraction.

9° les services ou organismes compétents en matière d'adoption :

- pour la Communauté française : les organismes d'adoption reconnus par la Communauté française;

- pour la Communauté germanophone : les personnes ou services mandatés ou reconnus par la Communauté germanophone en matière d'adoption. »

Coopération au centre « De Grubbe »

Art. 3. Un article 6bis, rédigé comme suit, est inséré au chapitre II du même accord :

« Article 6bis. § 1. Les jeunes placés au centre sur décision du juge de la jeunesse de l'arrondissement judiciaire d'Eupen sont pris en charge dans une des sections qui sont à la disposition de la Communauté française, selon les modalités visées ci-après.

Le personnel mandaté par la Communauté germanophone renforce l'accompagnement pédagogique mis en œuvre par le personnel de la Communauté française en assurant l'accompagnement des jeunes dans leur langue maternelle à différents moments de la semaine.

Les jeunes cités ci-dessus peuvent participer à toutes les activités proposées au centre par la Communauté française.

Les jeunes relèvent, en particulier pour ce qui est de l'application du règlement d'ordre intérieur, de l'autorité de la direction pédagogique de la Communauté française.

La Communauté française encourage le recrutement de personnel d'encadrement ayant une connaissance élémentaire de la langue allemande.

La Communauté germanophone fournit tous les documents juridiques et pédagogiques nécessaires en langue allemande.

Les frais d'accompagnement pédagogique des jeunes cités ci-dessus sont à charge de la Communauté germanophone. La Communauté française les avance et la Communauté germanophone les rembourse sur base d'un décompte annuel, établi selon les normes prévues en annexe.

§ 2. La Communauté germanophone met à la disposition de la Communauté française les deux places qui lui sont attribuées en vertu de l'article 4 de l'accord de coopération, aux conditions suivantes :

1°. l'utilisation des places est soumise à l'approbation de l'autorité compétente de la Communauté germanophone; dans la mesure où l'autorité de décision de la Communauté germanophone n'a signalé au centre aucun besoin de placement pour une durée fixée par elle, cette approbation est réputée avoir été donnée;

2°. lorsque l'autorité de décision compétente désire placer un jeune de la Communauté germanophone au centre et que les deux places revenant à la Communauté germanophone sont déjà occupées par d'autres jeunes, la première place qui se libère au contingent de la Communauté française est réservée à ce jeune.

§ 3. Les deux Communautés désignent dans chaque ministère compétent une personne de référence pour la coopération dans le centre. »

Allocations familiales

Art. 4. Un article *6ter*, rédigé comme suit, est inséré au chapitre II du même accord :

« Article *6ter*. Lorsqu'un jeune d'une Communauté est placé dans l'infrastructure d'une autre Communauté, l'information prescrite par la législation sur les allocations familiales à la caisse d'allocations familiales compétente est effectuée par la Communauté de l'autorité de décision. La partie des allocations familiales fixée par la loi revient à la Communauté de l'autorité de décision. »

Règlement du décompte annuel

Art. 5. A l'article 12 du même accord, les mots « et l'article *6bis* » sont insérés après les mots « alinéa 3 ».

Art. 6. L'annexe du même accord est complétée par la disposition suivante :

« Internat scolaire : les frais effectivement portés en compte par le pouvoir organisateur.

Participation de la Communauté germanophone aux frais de personnel et de fonctionnement en application de l'article *6bis* : 125 € par journée de prise en charge au centre. »

Adoption

Art. 7. Un chapitre *Iibis*, comprenant les dispositions suivantes, est inséré dans le même accord :

« Chapitre *Iibis* - Coopération en matière d'adoption.

Art *6quater*, § 1^{er}. La Communauté française crée les conditions juridiques nécessaires pour faire bénéficier, en cas de besoin, les candidats à l'adoption de la Communauté germanophone de l'encadrement de la Communauté française en matière d'adoption, en particulier en ce qui concerne la préparation de celle-ci, l'élaboration de l'étude psycho-médico-sociale et l'encadrement de leur projet d'adoption en Belgique et à l'étranger.

§ 2. Les ministères compétents des deux Communautés règlent les modalités d'application de la coopération visée au § 1^{er}.

Art *6quinquies*, § 1^{er}. Les deux Communautés coopèrent d'une manière générale en matière d'adoption. Cette coopération porte notamment :

1°. sur la communication concernant toute conclusion d'un accord international afin de rendre possible la participation éventuelle de l'autre Communauté à cet accord;

2°. sur l'échange d'informations, de documents et de personnes de contact dans les différents pays.

§ 2. Les deux Communautés désignent une personne de référence en matière d'adoption dans chaque ministère compétent. »

Entrée en vigueur

Art. 8. Le présent accord entre en vigueur le jour de sa publication et s'applique à partir de cette date à toutes les décisions courantes.

Eupen, le 16 juin 2004.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

H. HASQUIN,
Ministre-Président.

Mme N. MARECHAL
Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé.

Par le Gouvernement de la Communauté germanophone :

K.-H. LAMBERTZ,
Ministre-Président.

H. NIESSEN,
Ministre de la Jeunesse et de la Famille,
de la Protection des Monuments et Sites, de la Santé et des Affaires sociales

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER FRANZÖSISCHEN GEMEINSCHAFT

D. 2005 — 2826

[2005/202907]

**16. JUNI 2004. — Abänderung des sektoriellen Abkommens vom 27. April 2001
abgeschlossen zwischen der Französischen Gemeinschaft
und der Deutschsprachigen Gemeinschaft im Bereich der Jugendhilfe**

Die Französische Gemeinschaft, vertreten durch Herrn Hervé HASQUIN, Minister-Präsident und Frau Nicole MARECHAL, Ministerin für Jugendhilfe und Gesundheit
und

die Deutschsprachige Gemeinschaft, vertreten durch Herrn Karl-Heinz LAMBERTZ, Minister-Präsident und Herrn Hans NIESSEN, Minister für Jugend und Familie, Denkmalschutz, Gesundheit und Soziales,

Auf Grund der Artikel 127, 128 und 130 der Verfassung;

Auf Grund des Sondergesetzes über die institutionellen Reformen vom 8. August 1980, so wie es abgeändert wurde, insbesondere der Artikel 5, § 1, II, 6^o und 92bis;

Auf Grund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über die institutionellen Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, so wie es abgeändert wurde, insbesondere der Artikel 4, § 2 und 55bis;

Auf Grund des Dekretes der Französischen Gemeinschaft vom 4. März 1991 über die Jugendhilfe, so wie es abgeändert wurde;

Auf Grund des Dekretes der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 20. März 1995 über die Jugendhilfe; abgeändert durch das Dekret vom 4. März 1996, Artikel 36, § 3, insbesondere Artikel 29;

Aufgrund des Gesetzes vom 24. April 2003 über die Reform der Adoption;

Auf Grund des Zusammenarbeitsabkommens vom 12. April 1995 zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft, insbesondere Artikel 9;

Aufgrund des sektoriellen Abkommens vom 27. April 2001 abgeschlossen zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft im Bereich der Jugendhilfe;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 30. April 2002 zwischen dem Föderalstaat, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft und der Flämischen Gemeinschaft über das geschlossene Zentrum für die zeitweilige Unterbringung minderjähriger Straftäter;

In der Erwägung, dass im Rahmen der Kooperation zwischen beiden Gemeinschaften die Umsetzung des oben erwähnten Kooperationsabkommens vom 30. April 2002 und des Gesetzes vom 24. April 2003 über die Reform der Adoption die Anpassung des sektoriellen Abkommens, abgeschlossen am 27. April 2001 zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft im Bereich der Jugendhilfe erfordert;

Bestrebt, ihre Beziehungen im Respekt der föderalen Loyalität harmonisch zu regeln,
haben folgendes vereinbart:

Abänderung des Titels des Abkommens

Artikel 1. Der Titel des sektoriellen Abkommens vom 27. April 2001 abgeschlossen zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft im Bereich der Jugendhilfe wird um die Worte "und Adoption" ergänzt.

Abänderung der Begriffsbestimmung

Art. 2. Artikel 1 desselben Abkommens wird um folgende Punkte ergänzt:

„7^o. Zentrum : geschlossenes Zentrum "De Grubbe" für die zeitweilige Unterbringung minderjähriger Straftäter gelegen in Everberg.

8^o. Kooperationsabkommen: Kooperationsabkommen vom 30. April 2002 abgeschlossen zwischen dem Föderalstaat, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft und der Flämischen Gemeinschaft über das geschlossene Zentrum für die zeitweilige Unterbringung minderjähriger Straftäter.

9^o. im Bereich Adoption zuständige Dienste oder Organisationen:

Für die Französische Gemeinschaft: Die durch die Französische Gemeinschaft anerkannten Adoptionsorganisationen.

Für die Deutschsprachige Gemeinschaft: Die durch die Deutschsprachige Gemeinschaft beauftragten oder anerkannten Personen oder Dienste im Bereich Adoption.

Zusammenarbeit im Zentrum "De Grubbe"

Art. 3. In Kapitel II desselben Abkommens wird ein Artikel 6bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Artikel 6bis. § 1. Die aufgrund einer Entscheidung des Jugendrichters des Gerichtsbezirks Eupen im Zentrum untergebrachten Jugendlichen werden in einer der Sektionen, die der Französischen Gemeinschaft zur Verfügung stehen, nach nachfolgenden bezeichneten Modalitäten betreut.

Das von der Deutschsprachigen Gemeinschaft beauftragte Personal verstärkt die vom Personal der Französischen Gemeinschaft durchgeführte pädagogische Begleitung, indem es zu verschiedenen Zeitpunkten in der Woche die Begleitung der Jugendlichen in ihrer Muttersprache gewährleistet.

Die obengenannten Jugendlichen können an allen durch die Französische Gemeinschaft im Zentrum angebotenen Aktivitäten teilnehmen.

Die Jugendlichen unterstehen, insbesondere bei der Anwendung der Hausordnung, der Weisungsbefugnis der pädagogischen Direktion der Französischen Gemeinschaft.

Die Französische Gemeinschaft fördert die Rekrutierung von Betreuungspersonal, die über elementare Kenntnisse der deutschen Sprache verfügen.

Die Deutschsprachige Gemeinschaft stellt alle erforderlichen rechtlichen und pädagogischen Unterlagen in deutscher Sprache zur Verfügung.

Die Kosten für die pädagogische Begleitung der obengenannten Jugendlichen gehen zu Lasten der Deutschsprachigen Gemeinschaft. Sie werden durch die Französische Gemeinschaft vorgestreckt und durch die Deutschsprachige Gemeinschaft aufgrund einer jährlichen Abrechnung, die nach den in der Anlage bestimmten Normen erstellt wird, rückerstattet.

§ 2. Die Deutschsprachige Gemeinschaft stellt der Französischen Gemeinschaft die zwei Plätze, die ihr aufgrund von Artikel 14 des Kooperationsabkommens zugeteilt sind, unter folgenden Bedingungen zur Verfügung:

1. Die Nutzung der Plätze erfordert die Zustimmung der zuständigen Behörde der Deutschsprachigen Gemeinschaft. Insofern die zuständige Entscheidungsbehörde der Deutschsprachigen Gemeinschaft dem Zentrum keinen Unterbringungsbedarf für eine von ihr bestimmte Dauer gemeldet hat, gilt diese Zustimmung als erteilt.

2. Wenn die zuständige Entscheidungsbehörde einen Jugendlichen aus der Deutschsprachigen Gemeinschaft im Zentrum unterbringen möchte, und die beiden der Deutschsprachigen Gemeinschaft zustehenden Plätze sind durch andere Jugendliche bereits belegt, ist der erste freiwerdende Platz im Kontingent der Französischen Gemeinschaft diesem Jugendlichen vorbehalten.

§ 3. Beide Gemeinschaften bezeichnen für die Zusammenarbeit im Zentrum eine Kontaktperson im jeweils zuständigen Ministerium."

Kinderzulagen

Art. 4. In Kapitel II desselben Abkommens wird ein Artikel 6ter mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Artikel 6ter. Bei einer Unterbringung eines Jugendlichen in einer Einrichtung einer anderen Gemeinschaft, erfolgt die in der Gesetzgebung über die Kinderzulagen vorgeschriebene Meldung an die zuständige Kinderzulagenkasse durch die Gemeinschaft der Entscheidungsbehörde. Der gesetzlich festgelegte Teil der Kinderzulagen steht der Gemeinschaft der Entscheidungsbehörde zu."

Jahresabrechnung

Art. 5. In Artikel 12 desselben Abkommens werden hinter den Wörtern "Absatz 3" die Wörter "und Artikel 6bis" eingefügt.

Art. 6. Die Anlage desselben Abkommens wird durch folgende Bestimmung ergänzt:

"Schulinternat: die durch den Träger in Rechnung gestellten effektiven Kosten.

Beteiligung an den Personal- und Funktionskosten durch die Deutschsprachige Gemeinschaft in Anwendung von Artikel 6bis: 125 Euro pro Betreuungstag im Zentrum."

Adoption

Art. 7. In demselben Abkommen wird ein Kapitel IIbis mit folgenden Bestimmungen eingefügt:

"Kapitel IIbis - Zusammenarbeit im Bereich Adoption

Artikel 6quater, § 1. Die Französische Gemeinschaft schafft die erforderlichen rechtlichen Voraussetzungen um bei Bedarf den Adoptionskandidaten aus der Deutschsprachigen Gemeinschaft die Umrahmung der Französischen Gemeinschaft im Bereich Adoption zu Gute kommen zu lassen, insbesondere was deren Vorbereitung, das Erstellen der psycho-sozialmedizinischen Untersuchung und die Umrahmung ihres Adoptionsprojektes in Belgien und im Ausland betrifft.

§ 2. Die zuständigen Ministerien der beiden Gemeinschaften regeln die Modalitäten zur Durchführung der in § 1 erwähnten Zusammenarbeit.

Artikel 6quinquies. § 1. Beide Gemeinschaften arbeiten allgemein im Bereich Adoption zusammen. Diese Zusammenarbeit bezieht sich insbesondere auf:

1. Die Mitteilung bezüglich jeglichen Abschluss eines internationalen Abkommens, um eine eventuelle Beteiligung der anderen Gemeinschaft an diesem Abkommen zu ermöglichen.

2. Den Austausch von Informationen, Unterlagen und Kontaktpersonen in den verschiedenen Ländern.

§ 2. Beide Gemeinschaften bezeichnen für den Bereich Adoption eine Kontaktperson in jedem zuständigen Ministerium."

In-Kraft- Treten

Art. 8. Vorliegendes Abkommen tritt am Tag seiner Unterzeichnung in Kraft und findet ab diesem Datum auf alle laufenden Entscheidungen Anwendung.

Eupen, den 16. Juni 2004

Von seiten der Regierung der Französischen Gemeinschaft:

H. HASQUIN,
Minister-Präsident.

Frau N. MARECHAL,
Ministerin für Jugendhilfe und Gesundheit.

Von seiten der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

K.-H. LAMBERTZ,
Minister-Präsident.

H. NIESSEN,
Minister für Jugend und Familie, Denkmalschutz, Gesundheit und Soziales.